

**Motion
pour le Congrès de Reims
(14-16 novembre 2008)**



**POUR UNE
REVOLUTION
DEMOCRATIQUE**

POUR UNE REVOLUTION DEMOCRATIQUE

1 - LA DEMOCRATIE CONTRE LES DESORDRES DU MONDE	03
L'imposture du sarkozysme	03
Le capitalisme perd la tête	05
Une autre politique est possible, vite !	06
2 - FAIRE DU SOCIALISME UNE FORCE NEUVE DANS LE SIECLE	07
Une lucidité radicale	07
Un grand parti porteur d'espoir	07
Un parti décentralisé	09
De nouvelles formes de militantisme	09
Le respect des militants	10
Fédérer la gauche et attirer les démocrates	11
3 - METTRE L'ECONOMIE AU SERVICE DE LA PLANETE ET DE L'HUMAIN	12
Répondre enfin à l'urgence écologique	12
Rééquilibrer le rapport de force entre le capital et le travail	13
Oui à l'innovation des PME, non à la rente du CAC 40	14
Agir durablement contre la vie chère	16
4 - BATIR UN ÉTAT PREVENTIF QUI ATTAQUE LES INEGALITES A LA RACINE	18
La révolution fiscale, pour que la justice sociale ne soit pas un vain mot	19
L'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation	19
La culture à l'assaut des inégalités	20
Le droit des travailleurs à être bien formés, des entreprises compétitives	21
Lutter très tôt contre la violence	22
5 - REPENSER SANS TABOU LA SECURITE SOCIALE POUR LA SAUVER	24
Faire de chacun l'acteur de sa santé	24
Bâtir un système de retraite transparent, universel et personnalisé	25
6 - RECONNAITRE LA FRANCE METISSEE COMME UNE CHANCE	27
La jeunesse n'est pas un problème mais une partie de la solution	27
« Je n'ai pas peur de l'avenir ; j'ai peur de ne plus en avoir »	28
Un nouveau regard sur l'immigration	28
La laïcité, garante de la République	30
7 - OSER ENFIN LA DEMOCRATIE « JUSQU'AU BOUT »	31
Faire confiance aux élus locaux	31
Moderniser le Parlement	32
Encourager la démocratie participative	32
Garantir la liberté de la presse	32
Porter haut l'exigence de justice et des Droits de l'homme	33
La démocratie au secours de l'Europe	34
Pour un ordre mondial juste des institutions internationales à la hauteur de leurs missions	35
8 – CONCLUSION : LE SOCIALISME, UNE IDEE NEUVE POUR LE XXI^E SIECLE	37

Chères et chers camarades,

La France est riche de potentialités multiples, mais la France est pauvre de projets. Elle a besoin de nous. Elle nous attend. Elle nous appelle, elle nous cherche. Mais elle ne nous trouve pas, elle ne nous reconnaît pas, elle ne nous comprend pas. « Que veut le plus grand parti de gauche ? Chers camarades, cette attente sonne comme un défi à relever.

Ne soyons pas les spectateurs passifs du film catastrophe qui se déroule devant nos yeux. L'ampleur de la crise mondiale rend nos responsabilités encore plus criantes. Nous ne pourrions pas cette fois-ci nous dérober.

Jamais le moral des Français n'a été aussi bas, comme si tous étaient tétanisés par l'implacable travail de sape entrepris par le pouvoir actuel contre notre modèle social alors que jamais nos concitoyens n'ont eu tant besoin de confiance et de cohésion, de vérité et de justice. Non, nous militants socialistes nous n'acceptons pas cela ! Nous voulons un parti qui se batte pour les citoyens, avec les citoyens, qui soit à leur service. Voilà ce que nous voulons, tout de suite, car cette responsabilité immédiate, immense, incontournable suppose une vision du monde et la construction d'une alternative politique et sociale durable, un souffle qui balaye les hésitations et les faux semblants.

Car de quoi s'agit-il d'autre après tout que d'avoir une vision d'un monde meilleur et d'unir tous les courages, toutes les intelligences, tous les savoirs et toutes les bonnes volontés pour le construire ? Lorsque, enfin, se dessinera clairement cette alternative, alors les mouvements sociaux reprendront courage et vigueur. Ils s'affranchiront d'autant plus contre ce système frappé de cécité et dont les freins ont lâché.

Nous avons tant attendu ce congrès. Réussissons-le. Les Français veulent que les idées s'assument franchement. Ces dernières ne le pourront que si les personnes se respectent et que les dirigeants soient d'abord exemplaires.

C'est donc pour les Français que le congrès de Reims doit être le premier acte de la reconquête idéologique et morale puis politique, puis électorale. C'est vous, militants, qui, en novembre prochain, aurez la responsabilité de décider de l'avenir du parti socialiste. Eminente responsabilité, car en décidant de l'avenir du plus grand Parti de gauche, vous choisirez l'avenir de la gauche, et donc de la France. Car après 2008, avant la grande échéance de 2012, chaque année, 2009, 2010, 2011, oui chaque année, il y aura une élection.

L'imposture du sarkozysme

Il avait parlé de rupture. La France subit une déchirure. La France de 2008 a le visage des ouvriers de Gandrange à qui le président de la République avait promis monts et merveilles. Elle a le visage des caissières sevrées d'heures supplémentaires, mais privées de leur part des profits faramineux de l'hyper distribution. Elle a le visage des enfants dont les parents sont arrêtés à la sortie des écoles, pour être expulsés, après avoir été entassés dans des conditions inhumaines.

Les salaires stagnent, les prix montent, tandis que l'ascenseur social reste obstinément cloué au sous-sol. Catégories populaires et moyennes, toutes sont logées à la même enseigne : chacun sait qu'il peut désormais devenir travailleur pauvre ! On veut gagner plus ? Quelques-uns feront des heures supplémentaires à n'en plus finir, éventuellement les mieux lotis auront droit à un peu d'intéressement. Circulez, les « caisses sont vides », les promesses n'engagent que celles à qui elles ont été faites..

Les salariés voient leur pouvoir d'achat inexorablement corrodé par une inflation favorable à la grande distribution et un carburant exorbitant. Étrange paradoxe d'une mondialisation où conduire trente kilomètres devient un problème pour des millions de famille. D'un côté, les puissants dans les Falcon, et, pour les autres, la France des voitures clouées au garage. Pendant ce temps-là, les patrons du Cac 40 voient leurs revenus augmenter de 58 % pour la seule année 2007. Le capitalisme des rentiers se porte à merveille tandis que pour les PME les portes restent verrouillées. Pour les plus fortunés le bouclier fiscal et pour tous la franchise médicale et près de dix nouvelles taxes depuis 15 mois.

Ce sont les piliers de la République qui, l'un après l'autre, sont en voie d'effondrement : reculs de la Sécurité sociale, du droit à la retraite, de la durée légale du travail, du Code du travail, de la justice, de la laïcité, de l'Éducation, de la recherche, de la culture, mainmise sur les médias, abandon des banlieues... Tout y passe. L'économie est exsangue ? Demain, de nouveaux déficits dus à leur mauvaise gestion justifieront de nouvelles régressions. Cette déchirure qui s'accroît entreprend la destruction accélérée de notre modèle social.

La politique de Nicolas Sarkozy dévoie sournoisement jusqu'à l'idée de changement, la transformant en stratégie d'écrasement des résistances sociales, de nivellement par le bas. C'est une forme brutale d'affrontement de classes et de division au sein même de chaque catégorie. Nicolas Sarkozy, c'est une politique archaïque masquée par les lunettes de la modernité branchée.

Il faut comprendre le caractère particulier, destructeur, implacable du sarkozysme. **C'est un système de pouvoir très spécial, qui repose sur la concentration et la fusion des intérêts politiques, financiers et médiatiques. Il s'agit d'une nouvelle aristocratie bâtie sur la fortune devenue le premier des mérites.**

Ce nouveau club des puissants, qui, le fameux soir du Fouquet's, a fêté sa victoire et célébré son pacte avec le nouveau parrain, a déjà reçu le prix de sa connivence : le bouclier fiscal (ils ont tous reçu le chèque), **la publicité volée au service public de France télévisions** pour renflouer les chaînes privées amies du pouvoir, et à l'horizon, la scandaleuse privatisation d'EDF et d'Areva qu'attendent les groupes Bouygues, Bolloré, Lagardère et quelques autres , seul visage reconnu de l'économie française par un pouvoir politique obnubilé par la seule puissance financière.

La vraie nature du sarkozysme, c'est une droite dure, encore en campagne, déjà en campagne, toujours en campagne idéologique pour défaire l'impartialité de l'État sur tous les terrains. C'est elle aujourd'hui qui pose les termes du débat et qui s'empare de nos symboles et de nos valeurs pour mieux les bafouer. Ce pouvoir méfiant devant les valeurs de la république n'est pas loin de proposer une religion d'Etat pour s'y substituer, confondant les genres, créant des malentendus inutiles et dangereux entre les confessions, toutes respectables, et la communauté nationale, seule souveraine. Étrange pouvoir qui feint de

chercher dans la transcendance religieuse des réponses que sa politique ne parvient pas à fournir.

Nous ne voulons pas que les valeurs de la République, de la laïcité et du socialisme soient défaites. C'est le sens de notre engagement, celui de notre motion.

Le capitalisme perd la tête

Une nouvelle révolution est là, de bien plus grande ampleur que celle qu'a connue le XIX^e siècle. Et c'est toujours la même question avec une révolution : dans quelle mesure la subit-on ? Dans quelle mesure la maîtrise-t-on ? Et quels rapports de force faut-il mettre en place pour que l'enrichissement de quelques-uns ne se paie pas du recul de tous les autres ? De quels moyens devons nous nous doter pour les droits des peuples, les droits de l'homme, les droits de chacun à sa dignité d'humain balisent les routes du monde ?

D'immenses défis surgissent, de grands dangers menacent. La circulation folle de l'argent détruit les économies. Des empires financiers s'effondrent comme des châteaux de cartes. La crise alimentaire plonge dans la malnutrition ou la famine des centaines de millions de personnes. La spéculation sur les matières premières fait rage. Les délocalisations sauvages se multiplient. Le coût du pétrole renchérit les prix. La crise écologique et climatique précipite les échéances. Les pays les plus pauvres payent le prix lourd au sous équipement. Dans de trop nombreux pays, les nationalismes, le terrorisme et les guerres régissent ce que nous n'arrivons pas à organiser. Voici la mondialisation malheureuse, celle que nous subissons. Refusons-la. Arrêtons-la !

Mais la mondialisation n'entraîne pas que des désastres. D'immenses progrès ont été accomplis. La science, grâce à une recherche sans frontières, a repoussé les limites de la vie et amélioré la santé des humains. Les nouvelles technologies de la communication ont unifié le monde plus vite que des siècles d'exploration maritime. Les investissements se réalisent aux quatre coins de la planète et créent de la richesse. Les accords internationaux ont peu à peu dessiné une communauté juridique et politique mondiale.

Il n'est pas trop tard : soit la mondialisation provoque un progrès de civilisation. C'est possible. Soit elle est porteuse de toujours plus de malheurs. C'est possible aussi. C'est de la volonté politique que cela dépendra. En particulier de la nôtre, à nous, les socialistes, à tous les démocrates, à toutes les femmes et les hommes de progrès et de justice à l'échelle du monde.

L'heure n'est plus aux diagnostics tièdes, aux appréciations timorées, mais à la lucidité radicale. Oui, il y a besoin de radicalité, car ce ne sont plus simplement les effets du système qu'il faut dénoncer, mais ses fondements et ses présupposés. Mettre l'économie au service de l'homme sans détruire les trésors de sa planète, c'est-à-dire sans détruire le patrimoine des générations futures, c'est cela le socialisme pour le XXI^e siècle.

Nous socialistes, nous ne voulons pas que ce capitalisme nous pille notre avenir et réduise à néant notre espoir de vivre paisiblement en humains parmi d'autres humains. Le XX^e siècle a prouvé que l'économie étatisée avait échoué car elle enfermaient dans un carcan bureaucratique l'initiative individuelle et le risque entrepreneurial, mais l'hégémonie

financière sur l'économie, aveugle et avide, est un échec patent qui nous pousse vers un gouffre déjà perceptible de misère. Or, la violence est fille de la misère. L'Europe n'y échappera pas en se bouchant le nez et les oreilles, en fermant les yeux ni en mettant des barbelés à ses frontières.

Une autre politique est possible, vite !

Bien sûr, l'enjeu de ce Congrès n'est pas de faire le programme de 2012. Mais la dureté des temps appelle des propositions précises sur les retraites, l'impôt et le pouvoir d'achat, ce que nous faisons dans cette contribution.

Contre l'économie de la rente, la dégradation de la condition salariale et le mépris des ressources rares, les socialistes veulent une économie de l'innovation et du risque créatif. Les trois piliers de la croissance que sont le social, l'écologique et l'économique se renforcent mutuellement dans un cercle vertueux, à condition que l'État soit assez puissant pour imposer des règles de droits et de devoirs.

Nous voulons à la fois mieux produire les richesses et mieux les distribuer, mais nous voulons aussi définir autrement la richesse : c'est d'un nouveau modèle de réussite et d'excellence pour la France qu'il s'agit ici.

Ce modèle exige une réforme en profondeur de la redistribution et des modes d'action publique : l'efficacité fiscale, la conditionnalité des aides aux entreprises, le respect du critère environnemental partout et toujours, la réforme de l'État et celle du dialogue social, la décentralisation éclairée sont les instruments de la nouvelle compétitivité de la France.

2 - FAIRE DU SOCIALISME

UNE FORCE NEUVE DANS LE SIECLE

Une lucidité radicale

Rendre la société plus humaine, c'est la tâche immense des socialistes et de la gauche. Le PS est au service de cet idéal. Et donc ne doit-il pas commencer par lui ressembler un peu ?

Qu'est-ce qu'un parti s'il n'est pas déjà bien meilleur que la société qu'il critique et contre laquelle il prétend lutter ?

Qu'est-ce qu'un parti, et en quoi est-il exemplaire, ce parti, s'il n'est pas plus enthousiaste, plus aventureux, plus audacieux, plus généreux, plus hospitalier aux idées et aux êtres, plus sincère, et, en son sein, plus fraternel que la société qu'il prétend transformer ?

Il faut exiger que les citoyens aient droit à tout moment à l'information, qui seule leur permettra de devenir les acteurs du changement.

Notre mission première est de garantir à chacun, d'où qu'il vienne, l'émancipation individuelle d'un bout à l'autre de son existence. La vie ne serait qu'une loterie ? Pas pour nous ! Donnons à chacun le pouvoir d'avancer sur le chemin qu'il a choisi, de rebondir si nécessaire, de participer plus directement aux décisions qui le concernent, de bâtir sa vie.

Ce socialisme offensif, radical et efficace, vise à rendre le pouvoir aux citoyens, en leur garantissant l'égalité des possibles.

Nous tenons l'objectif. Il nous faut un parti, une équipe, un leader.

Un grand parti porteur d'espoir

Nous devons faire du Parti socialiste le grand parti démocratique, populaire et de mobilisation sociale dont la France a besoin. Un parti avec une équipe dirigeante et un leader qui incarnent une espérance, un souffle, une envie de se mettre en mouvement.

Le Parti socialiste doit être fidèle à ses valeurs. C'est pour lui le meilleur chemin pour s'adapter. Fidèle à ses idéaux de construction, il doit savoir assumer les tâches d'un parti de gouvernement et être l'agent actif des mobilisations sociales face à la droite.

Il est la force indispensable, irremplaçable. Cultivé dans l'opposition, sous-estimé au pouvoir, le PS doit être au centre des préoccupations de notre congrès. Il ne doit pas être seulement l'instrument du pouvoir, mais un outil permanent de la démocratie y compris et

surtout lorsque l'on est au pouvoir. Il doit être un laboratoire social, un lieu de confrontations et de convergences des idées, ouvert aux autres, à la société, à ses alliés.

Il ne peut pas prétendre détenir à lui seul la réponse aux grandes questions de la société et du monde. Sa force tient à sa capacité à s'ouvrir en permanence sur l'extérieur. Il doit être le lieu où les hommes et les femmes, les jeunes et les anciens, les Français de toutes les origines, de tous les talents et de tous les métiers, de toutes les singularités et de toutes les générosités se retrouvent. Il doit être un véritable reflet de la société française.

Voilà pourquoi la parité hommes / femmes et la diversité des origines de sa composition humaine sont une exigence politique et éthique, et la condition de son attractivité et de son succès.

Pour cela, il doit être renforcé, modernisé, respecté. Il doit constamment associer les citoyens à ses réflexions. Nous proposons de :

- Développer la démocratie participative pour associer en permanence les militants et les sympathisants. Cette démarche validera le sérieux de nos analyses et de nos propositions. Elle associera les citoyens qui seront demain les acteurs de nos programmes et les fait participer à leur destin. Elle contribuera à abolir la frontière entre les « sachants » et les obéissants. Elle confirmera le socialisme et la démocratie dans leur rôle historique d'émancipation, en restituant à chacun une part de pouvoir politique supplémentaire.
- Organiser des consultations participatives lors de réunions publiques ou de forums, notamment sur Internet. Afin d'associer le plus largement possible les militants aux décisions et orientations du parti, des consultations militantes référendaires seront organisées à l'initiative de la direction nationale ou d'un nombre déterminé de fédérations.

Les élus trouveront dans cette méthode, dont ils se réclament d'ailleurs déjà, un appui décisif dans la conduite de leur mandat. Nos congrès ne seront plus regardés comme un seul jeu de pouvoirs où des ambitions concurrentes s'affrontent, mais comme l'aboutissement d'un processus auquel chacun aura été, sous une forme ou sous une autre, associé. Les choix de personnes seront alors légitimés. La démocratie participative est la meilleure alliée de la démocratie représentative. Elle est le meilleur antidote au populisme.

- Appliquer cette démarche à nos congrès et conventions. Nous devons, là encore, inventer une nouvelle forme de lien entre le parti et la société. Celle-ci existe à travers des organismes vivants. Il faut leur donner la parole et s'obliger à leur répondre. Ainsi dans la phase de préparation de nos conventions et de nos congrès, un droit d'interpellation et d'amendement sera donné aux associations, syndicats et groupements. Leurs questions

seront enregistrées et prises en compte par nos instances statutaires. Il devra leur être répondu et les réponses devront être argumentées. Ce droit de la société à participer à la vie interne de notre parti le replacera au cœur du débat public.

Un parti décentralisé

Les élections régionales, départementales et municipales ont prouvé que les Français faisaient majoritairement confiance aux élus socialistes parce qu'ils les jugent sur leurs actes et sur la réalité de politiques qui réussissent et qui, inspirées par nos valeurs de gauche, font tenir les gens debout ensemble sur un territoire. **C'est pourquoi nous devons donner plus de poids aux intelligences territoriales dans le parti.**

Nous proposons de :

- Décentraliser des responsabilités aux fédérations, notamment pour conduire des débats et faire des propositions sur tel ou thème. Partout dans les régions, existent des universitaires de grand talent, des chercheurs, des syndicalistes, des chefs d'entreprises, des responsables associatifs, des talents culturels qui ne demandent qu'à être associés. Ces énergies doivent se démultiplier au niveau des territoires.
- Faire fonctionner le parti de façon ascendante, en nous appuyant sur les responsables fédéraux et les élus locaux, qui auront toute latitude pour l'irriguer. Le PS, ce n'est pas seulement la Rue de Solferino, c'est d'abord et avant tout la multitude des compétences qui mettent les décisions en acte. Les Livres blanc des régions et des communes socialistes en témoignent.
- Donner aux fédérations les moyens financiers nécessaires, à l'image de ce qui s'est passé pendant la campagne présidentielle, où pour la première fois, la candidate avait décidé de doter les fédérations d'un budget librement utilisé. De la même façon, des dotations financières plus importantes seront attribuées aux fédérations pour leur permettre d'animer le parti dans de meilleures conditions, en application du principe « transfert de responsabilité, transfert de ressources ».

De nouvelles formes de militantisme

Les adhérents sont la force du PS. Ils doivent être nombreux et respectés. Le montant de la cotisation ne doit pas être un obstacle à leur adhésion. L'activité des sections doit tenir compte de la diversité des rythmes de vie et des contraintes de temps des adhérents. Par ailleurs, les sections et fédérations du parti doivent être des lieux attractifs, agréables, sympathiques, où l'on a plaisir à se retrouver.

Nous proposons de :

- Encourager l'engagement des militants au-delà des campagnes électorales, dans les associations (restaurants coopératifs, boutiques de solidarité, réseaux d'aide aux sans logis, observatoire d'alerte environnementale, universités populaires, ateliers artistiques, permanences juridiques, réseaux d'assistance aux personnes âgées, clubs sportifs, etc.). C'est par l'exemple que les militants donnent le vrai sens du mot socialisme.
- Redonner vigueur et importance à la formation et à la culture politique. Dans chaque département, ou dans chaque région, une université socialiste de la connaissance sera créée. Elle sera ouverte aux militants et sympathisants. Elle fonctionnera comme l'éducation populaire. La Fondation Jean Jaurès et les groupes de réflexion amis seront mis à contribution pour ce travail. La production intellectuelle sera ainsi mise au cœur de la vie du parti.
- Mettre les débats à l'abri des enjeux de pouvoir. Nous devons impérativement trouver une organisation et un état d'esprit pour que nos débats ne soient pas pollués par les problèmes de courants et de désignation.

Le respect des militants

Les décisions du parti devront être respectées. Être membre des instances du PS ne donne pas que des droits, mais donne surtout des devoirs vis-à-vis du parti et de ses adhérents. Nul ne doit être empêché de s'exprimer tant qu'un vote n'est pas intervenu, mais dès lors qu'il y a eu débat et vote, il faut en être solidaire. Si ce n'est pas le cas, la démission de ses responsabilités dans ces instances doit devenir la règle.

Si la parole est libre, toute critique blessante ou méprisante, contraire à l'honneur et à la considération dont doit bénéficier chacun (que ce soit à l'égard du parti ou de membres du parti) **donnera lieu à une procédure de suspension des instances du parti.** S'il s'agit d'un élu, il ne pourra pas obtenir l'investiture du parti pour les élections suivantes. La direction en prendra l'initiative. La République du respect commence ici, chez nous et maintenant.

Nos électeurs ne supportent plus la désinvolture avec laquelle les décisions du parti sont parfois niées voire entravées, a fortiori lorsqu'elles ont été prises à la suite d'un processus éminemment démocratique. Cette attitude porte directement atteinte à notre crédit moral dans l'opinion quant à notre capacité à gouverner.

Dans cet esprit, nous ne voulons pas que ce congrès fasse l'impasse sur la campagne présidentielle. Ce fut un échec électoral mais pas politique. Nous sommes fiers de cette campagne qui a merveilleusement mobilisé les militants et le peuple de Charléty, de cette campagne qui a soulevé un immense espoir en France.

Fédérer la gauche et attirer les démocrates

Il est parfaitement légitime que le congrès du PS débâte de sa stratégie d'alliances. Les alliances, c'est une question importante, bien qu'elle ne soit pas première : elle découle en effet du projet du PS, de sa force idéologique, politique, électorale. C'est aussi une question que l'on doit aborder avec franchise, en regardant les réalités en face, en évitant par exemple le double langage des alliances locales les plus diverses, combinées à un discours très fermé voire sectaire au plan national.

Quels sont les principes que nous proposons ?

- Premier principe : nous voulons, comme tous les socialistes, un parti socialiste puissant, plus puissant qu'aujourd'hui. La moyenne électorale du PS, ces 15 dernières années se situe entre 20 et 25 % des suffrages exprimés, sauf exception. Nous pensons que le Parti socialiste peut et doit faire mieux en se fixant comme objectif ambitieux de dépasser les 30 %, comme François Mitterrand nous en a montré la possibilité en 1986 et 1988.

Cela dépend de nous, de notre capacité à nous rassembler, à devenir le parti de toute la société française pour porter un idéal réalisable, un enthousiasme, une gaîté et une envie d'être ensemble.

- Deuxième principe : nous gardons bien sûr la stratégie d'alliance née à Epinay. Elle consiste d'abord à rassembler la gauche, toute la gauche. C'est à partir de cette stratégie que nous ferons appel, lors des élections, à ceux qui se reconnaîtront dans notre projet et dans ce rassemblement de la gauche ouvert à tous ceux qui veulent offrir à la France des perspectives nouvelles.

Lors de l'élection présidentielle de 2007, au soir du premier tour, toutes les gauches se sont rassemblées autour de la candidate socialiste. Dès lors, il est possible d'attirer les démocrates, les humanistes, les tenants de l'État impartial, les défenseurs de la laïcité, les défenseurs des services publics, de la liberté de la presse de la lutte contre les puissances de l'argent, pour battre la droite.

Qui peut nier aujourd'hui, à la vue des dégâts engendrés par le sarkozysme, que la France irait mieux si cette alliance élargie, imaginée avec courage, avait été acceptée ? Il faudra que le centre prenne ses responsabilités et échappe à la mollesse du non choix. Il pourra le faire si nous ne sommes pas sectaires pour des raisons de posture de congrès.

3 - METTRE L'ECONOMIE AU SERVICE DE L'HUMAIN ET DE LA PLANETE

Répondre enfin à l'urgence écologique

Notre puissance de transformation et de production est inédite dans l'histoire de l'humanité. Elle entraîne un épuisement des ressources naturelles et la croissance vertigineuse des émissions polluantes dans l'atmosphère, dans les sols ou dans la mer. Le réchauffement climatique, la perte de biodiversité et les menaces diffuses sur la santé humaine s'accélèrent.

Il faut dire aussi que la progression du Produit intérieur brut (PIB) reflète mal l'augmentation du bien être collectif et individuel. La croissance ne prend pas en compte les dégâts du capitalisme sur l'environnement et sur le patrimoine écologique que nous transmettrons à nos enfants. Plus nous consommons d'énergie fossile et plus le PIB augmente !

Il nous faut de toute urgence produire et consommer autrement pour garantir le développement soutenable de notre pays. La contradiction avec la politique de Nicolas Sarkozy saute aux yeux : plutôt que travailler plus, choisissons de travailler tous et mieux, avec le souci de préserver l'avenir de la planète.

Nous proposons donc de :

- Calculer autrement la croissance pour mieux évaluer les dommages ou les bénéfices de la production et pour agir juste.
- Favoriser les systèmes de production qui consomment moins d'énergie, moins d'eau, moins de matières premières, les produits qui sont recyclables et durables.
- Réaliser un autre aménagement de l'espace et éviter l'étalement urbain. Une grande loi « urbanisme et paysage » renforcera la loi SRU en s'appuyant sur les pratiques innovantes des collectivités locales.
- Organiser d'autres modes de distribution : diminuer les transports, favoriser les circuits courts
- Faire un investissement massif dans l'isolation des logements. Cela représente plusieurs centaines de milliers d'emplois.
- Mettre en place une taxe carbone qui devra être compensée par une diminution des taxes qui frappent les salaires et par une véritable prime transport pour les plus modestes.

L'urgence écologique, c'est aussi une révision en profondeur de notre politique énergétique. La droite est totalement inerte face au choc majeur de la hausse du coût de l'énergie, qui frappe durement les porte-monnaies. À qui profite la hausse des prix du pétrole ? Pas seulement aux pays producteurs si l'on en croit les résultats des entreprises du secteur de l'énergie...

Total prélève une partie de la rente pétrolière : 12,5 milliards d'euros de profit réalisés en 2007 sur le dos des consommateurs.

Aujourd'hui, le coût de production de l'énergie nucléaire est deux à trois fois inférieur au prix de marché : les marges d'EDF sont confortables (5 milliards d'euros de bénéfices et, cette année, près de 2,5 milliards d'euros de dividendes). On peut parler de véritable « rente nucléaire ».

Quant à Areva, voilà une entreprise qui réalise 700 millions d'euros de bénéfice annuel et, demain, plusieurs milliards. Cela explique aussi les projets d'acquisition du groupe Bouygues dans ce domaine. Les privatisations de ces deux entreprises sont donc inacceptables dans le contexte actuel.

Ces rentes sont actuellement versées à des actionnaires privés ou viennent éponger les déficits de l'État liés à l'incurie budgétaire de la droite. Il est temps de les redistribuer à l'ensemble des Français, en prélevant sur les super profits de ces groupes. Ces recettes seront placées dans un fonds « après pétrole » destiné à préparer l'avenir.

Nous proposons de :

- Taxer les profits de Total et prélever les rentes d'EDF et d'Areva pour créer et financer le fonds « après pétrole ».
- Donner au fonds trois objectifs : créer un chèque énergie, subventionner les installations en énergie renouvelable et financer les transports alternatifs propres.
- Plus largement, engager une nouvelle politique énergétique : économies d'énergie, recherche de l'efficacité énergétique, diversification des sources d'énergie. Cette nouvelle politique énergétique fera l'objet d'une convention thématique dès 2009.

Rééquilibrer le rapport de force entre le capital et le travail

« Depuis quatre ans, on a tiré en vain la sonnette d'alarme ; on voyait bien que les investissements s'arrêtaient, qu'on laissait partir les employés expérimentés, personne n'a réagi. Mon père, mon grand-père étaient métallos, nous, on ne veut pas disparaître ». Tels sont les mots du délégué CFDT d'Arcelor Mittal, face à la délocalisation indigne de l'usine de Gandrange.

La crise du travail en France est là, bien présente. Par rapport aux autres pays européens, les salariés français sont moins satisfaits de leur situation, plus pessimistes sur leurs perspectives de carrière et leur stress est le plus élevé.

Travailler mieux est nécessaire. Un dialogue social efficace, capable de prévenir ou de résoudre les conflits au travail, sera bénéfique aussi bien aux salariés qu'à la performance des entreprises.

Deux évolutions sont nécessaires : d'abord des syndicats plus représentatifs, plus présents dans les entreprises et disposant d'un nombre plus élevé de membres (le taux de syndicalisation n'est que de 3,5 % dans les entreprises de moins de 50 salariés et de 8,7 % dans celles de 500 et plus). Ensuite donner toute sa place à la négociation collective, dans le cadre fixé par la loi.

Pour faciliter un syndicalisme respecté et puissant, nous proposons notamment de :

- Respecter le rôle des partenaires sociaux, ce que l'actuel gouvernement s'est montré incapable de faire sur la question de la durée du travail. Lorsqu'il demandera aux partenaires sociaux de négocier un texte, le gouvernement devra s'engager à présenter au Parlement un projet de loi reprenant les termes de l'accord (le Parlement gardera bien entendu son droit d'amendement).
- Réformer la composition des conseils d'administration des entreprises avec une représentation des salariés à hauteur de 30 %.
- Encourager un syndicalisme rendant davantage de services aux adhérents (accueil et conseil aux nouveaux salariés, assistance juridique à toutes les étapes du contrat de travail, etc.).
- Créer le chèque syndical pour favoriser les nouvelles adhésions.

Oui à l'innovation des PME, non à la rente du CAC 40

La finance est devenue une menace pour l'économie. Les risques de catastrophe financière se sont multipliés et menacent tous ceux qui, sans y être pour rien, sont contraints d'en payer le prix.

Les comportements prédateurs se sont développés et annoncent de nouvelles crises. Certains fonds privés se sur-endettent pour racheter des PME qu'ils « pressent » et fragilisent avant de les revendre. Le jour où ces fonds ne seront plus en mesure de rembourser ou de faire rembourser leurs prêts, une nouvelle crise financière éclatera. **Il est temps d'agir.** Les diplômés des écoles d'ingénieur s'orientent massivement vers les métiers de la finance et de la banque, appauvrissant le monde au lieu de créer de la richesse dans l'industrie.

Aujourd'hui, les PME se heurtent à tous les verrous. Elles n'accèdent pas aux marchés financiers et sont éconduites par des banques qui ne veulent prendre aucun risque. Les aides à l'innovation sont concentrées de fait sur les grandes entreprises (80 % des aides à l'innovation bénéficient aux entreprises de plus de 1 000 salariés, qui ne représentent que 35 % de la recherche et développement). En plus d'être multiples et illisibles, ces aides publiques ne sont attribuées qu'à 9 % aux PME.

La puissance publique doit repenser son intervention vis-à-vis des entreprises : en mettant fin à ses pratiques bureaucratiques, en étant aux côtés des entrepreneurs, en les encourageant lorsqu'ils investissent pour préparer l'avenir.

Nous proposons de :

- Créer une banque publique autour de la Caisse des dépôts et consignations pour accompagner le développement des PME.
- Soutenir l'économie sociale et solidaire et favoriser en particulier les reprises d'entreprises en Sociétés coopératives de production (SCOP). Avec trois milliards d'euros de chiffre d'affaires, cette économie réconcilie l'économie de marché avec les principes de solidarité et les règles de la démocratie. C'est un secteur à développer.
- Redéployer les aides vers les PME. L'octroi d'une aide publique doit être subordonné à la prise de risque, à la création d'emplois non précaires et à la hausse des salaires.
- Instaurer enfin un *Small Business Act* permettant aux PME d'accéder à la commande publique.
- Sécuriser les entreprises en mettant fin à l'instabilité fiscale et sociale qui existe aujourd'hui. Les lois applicables changent tout le temps : pas moins de trois modifications du régime des heures supplémentaires en quatre ans, par exemple. Les entrepreneurs ne savent pas à quoi s'attendre et cela compromet notre compétitivité. L'État doit s'engager à ne pas changer les règles du jeu chaque année.
- Exiger le remboursement des aides publiques lorsque les entreprises bénéficiaires licencient ou délocalisent alors qu'elles font des bénéfices.
- Interdire aux fonds spéculatifs d'engager plus d'argent que ne le permettent leurs réserves ; confier le contrôle de la finance à la Banque centrale européenne et élargir son mandat au soutien de la croissance ; lutter contre les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent sale par une politique plus répressive.

Agir vraiment contre la vie chère

« Vous savez, certaines femmes de pêcheurs font la manche au pont de l'Île de Ré, pour pouvoir faire manger les enfants. Et nous, on a honte de rentrer à la maison, on reste sur le barrage de grève. » Voilà ce que l'on pouvait entendre sur le port de La Rochelle, lors du mouvement des pêcheurs du mois de mai 2008.

Flambée des produits de consommation courante (parfois de 20 à 40 %), **flambée des produits pétroliers** : la vie chère est la première responsable de l'exaspération et de l'angoisse des Français.

Les familles sont coincées dans le piège des multiples contrats qu'elles doivent aujourd'hui gérer (loyer et charges, téléphone mobile, connexion internet, assurances et services bancaires, remboursement des emprunts immobiliers) : elles représentent 51 % des dépenses de consommation. Nous savons tous que les abus sont nombreux et que les consommateurs sont aujourd'hui désarmés. Ils ne peuvent pas participer directement à la régulation des ententes entre grandes entreprises et ne parviennent pas à être dédommagés des préjudices que chaque jour ils subissent. Quant aux banques, les abus bancaires plongent les familles dans le surendettement.

Pour finir, les loyers et les charges pèsent de plus en plus lourd sur le budget des locataires modestes, notamment ceux qui sont aujourd'hui dans le parc privé et ne peuvent accéder au logement social, faute de places disponibles. En vingt ans, les loyers ont augmenté de 90 % alors que les revenus ne progressaient que de 30 %.

Pour répondre à l'urgence, nous proposons de :

- Réglementer les abus bancaires. Un découvert provisoire est facturé à 18 % de taux d'intérêts, ce qui est scandaleux. Les crédits revolving seront interdits et aucune commission bancaire ne pourra être prélevée sur les comptes des particuliers provisoirement à découvert mais en excédent sur l'année.
- Créer une action de groupe à la française. Cela permettra à tous les justiciables ayant subi le même préjudice de se regrouper pour attaquer l'État ou les entreprises, notamment celles pratiquant des tarifs abusifs.
- Réformer l'indice des prix de l'INSEE, promesse que la droite n'a pas tenue jusqu'ici. L'indice en vigueur est déconnecté de la réalité des achats de tous les jours. Ainsi la baisse du coût d'achat des appareils électroménagers ou électroniques est répercutée tous les ans sur l'indice alors que leur achat n'est pas fréquent. Un indice complémentaire devra être élaboré, à partir d'un budget familial intégrant des dépenses aujourd'hui exclues de l'indice de

l'INSEE (dépenses de transport, frais bancaires, téléphone portable par exemple).

- Supprimer le paquet fiscal et le diviser en trois parts : un tiers pour baisser la TVA sur les produits de première nécessité ; un tiers pour augmenter le budget des universités et de la recherche ; un tiers pour baisser la dette.
- Contrôler la hausse des loyers et créer un nouveau système de logements conventionnés pour les ménages à revenus moyens. En contrepartie de leur engagement, les bailleurs bénéficieront d'une aide proportionnelle au prix d'achat du bien immobilier et d'une garantie contre les risques locatifs.
- Faire respecter les obligations de construction de logements sociaux. L'État doit se substituer aux communes qui ne respectent pas le quota de 20 %.
- Convertir la rente pétrolière et nucléaire en « chèque énergie ».

4 - BATIR UN ÉTAT PREVENTIF QUI ATTAQUE LES INEGALITES A LA RACINE

Faire enfin la révolution fiscale

La première inégalité aujourd'hui, c'est peut être l'inégalité fiscale. Notre fiscalité est en effet criblée d'injustices. La fraude fiscale coûte l'équivalent du déficit de l'État, soit 40 milliards d'euros. De plus, grâce aux 500 niches fiscales, qui représentent un coût de 73 milliards d'euros par an, certains parviennent même à ne plus payer d'impôts du tout.

À l'inverse, les contribuables modestes, même s'ils ne paient pas d'impôt sur le revenu, consacrent plusieurs mois de salaire à la CSG, à la TVA, aux impôts locaux, à la redevance et aux diverses taxes sur la consommation. Les impôts indirects (notamment TVA et TIPP) représentent moins de 10 % du revenu d'un cadre supérieur, mais près du tiers de celui d'un smicard. Leur part est supérieure en France à celle de la plupart des pays développés. Personne ne le dit ! Il faut rétablir la vérité : avec le bouclier fiscal de la droite, seuls les contribuables les plus aisés ont droit de connaître le montant global de leurs impôts.

À l'instar de ce qui est déjà fait dans plusieurs pays européens, nous proposons de :

- Rétablir la vérité fiscale pour l'ensemble des contribuables alors qu'elle est aujourd'hui réservée à une minorité aisée. L'État doit dire à chaque Français combien il paie d'impôts chaque année. Pour notre part, nous nous engageons à dire la vérité aux Français en publiant un rapport chiffré chaque année par des experts indépendants.
- Révolutionner la fiscalité, en commençant par les impôts directs. L'impôt sur le revenu et la CSG seront fusionnés en un seul impôt progressif. Cette révolution se fera à prélèvement constant. Une part fixe de l'impôt constituera un socle obligatoirement affecté à la sécurité sociale.
- Donner à cet impôt citoyen une règle d'équité et de transparence : à revenu égal, impôt égal. Il sera prélevé à la source pour simplifier la vie des contribuables, avec un barème exprimé en pourcentage du revenu, afin que chacun puisse comprendre combien il paie. Le prélèvement à la source permettra également que la prime pour l'emploi (PPE) ne soit plus versée avec retard.
- Calculer cet impôt au niveau de l'individu et non du couple, pour ne pas pénaliser l'activité des femmes. Les enfants à charge des contribuables seront pris en compte grâce à un crédit d'impôt, identique pour chaque enfant.

- Supprimer l'essentiel des niches fiscales (73 milliards d'euros), dont celles créées par le paquet fiscal. Pour ne pas augmenter les prélèvements, les économies réalisées seront consacrées à une baisse des taux d'imposition pour tous les Français.
- Rééquilibrer les prélèvements entre travail et capital en faisant peser les cotisations patronales, maladie et famille sur l'ensemble des richesses produites et non sur les seuls salaires. De cette façon, les entreprises qui augmentent des salaires et créent des emplois paieront moins de charges.

L'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation

À la source de tout engagement socialiste, il y a le désir ardent de réformer la société, de rendre les hommes toujours plus égaux dans l'exercice de leur liberté. Or, qu'est-ce que l'école, si ce n'est la principale porte d'entrée dans la société ?

« On a besoin d'une vraie aide pour les devoirs des enfants. Il leur faut des gens qualifiés pour qu'ils réussissent. » « Mon expérience me fait dire que c'est en CP et en 6è qu'il faut mettre l'effort. Il faut faire un contrat clair entre les parents, l'enfant et l'école. » Ainsi que l'expriment de très nombreuses mères de famille, il est vital que les enfants puissent apprendre, réviser ou rattraper leur retard lorsque cela est nécessaire.

Il faut saluer ici les réalisations des élus socialistes dans les régions, départements et communes, eux qui ont décidé, le plus souvent contre la droite, la gratuité des livres scolaires et des « boîtes à outils », l'accès aux ordinateurs et à la culture.

Sans vouloir être exhaustifs, nous voulons rappeler ici les actions fondamentales à mettre en œuvre. Nous proposons de :

- Créer un service public de la petite enfance, avec une augmentation du nombre de professionnels en crèches, parce que les inégalités se rigidifient très vite, souvent dès l'âge de trois ans.
- Rétablir les contrats éducatifs locaux, pour mieux articuler les enseignements scolaires avec les activités péri et extra scolaires (éducation artistique, éducation physique, par exemple).
- Définir des normes d'élèves par classe et s'inspirer du modèle d'éducation finlandais : limiter à 17 le nombre d'élèves par classe en CP et en CE1 dans les ZEP et fixer la dotation aux établissements par élève en difficulté à 25 % de plus que la dotation ordinaire.

- Développer le soutien scolaire individuel et gratuit pour les familles.
- Donner à tout jeune atteignant sa majorité le droit à un capital pour construire son projet de vie (prêt à taux zéro de 10 000 euros garanti par l'État). Développer le système des bourses tremplins, pour tous ceux qui souhaitent créer leur activité ou reprendre une entreprise.
- Intégrer les grandes écoles aux universités, pour mettre fin au système à deux vitesses que nous connaissons et augmenter sensiblement le budget de l'enseignement supérieur.
- Inciter les jeunes talents à poursuivre leurs études jusqu'au doctorat, en créant un statut du chercheur très revalorisé (hausse des rémunérations, développement des passerelles entre le statut de chercheur et de professeur d'université).
- Transformer les deux premières années de licence en années durant lesquelles les étudiants peuvent choisir leurs disciplines et amorcer la spécialisation à partir de la troisième année.
- Faciliter la création d'entreprises par les chercheurs en aidant les régions à renforcer les pôles de compétitivité.

La culture à l'assaut des inégalités

La culture est une urgence sociale. Ce n'est pas un supplément d'âme, un secteur à part. La culture est la plus belle et la plus profonde des émancipations. La culture est le chemin de la liberté.

Chaque citoyen a droit à l'exception qu'incarnent l'art et la culture dans un monde obsédé de rentabilité à court terme.

Si la place de la culture est primordiale dans un projet de société, il ne faut pas oublier qu'elle est aussi créatrice d'emplois.

C'est pourquoi nous proposons :

- l'éducation et une pratique artistiques de la maternelle à l'université
- le soutien à la création et à l'emploi culturels
- la défense du livre et de la librairie indépendante

En même temps le développement de l'internet et du numérique ouvre la perspective d'une société de la connaissance ouverte. Les industries culturelles doivent évoluer, trouver de nouveaux modèles économiques et proposer une offre légale de qualité sur Internet pour la musique, le livre et le cinéma, au lieu de vouloir restreindre la liberté des internautes. L'Etat doit préparer le futur, favoriser l'investissement dans le numérique mais aussi l'accès au Web des plus défavorisés et des personnes âgées, et faire en sorte que nos internautes les plus talentueux restent en France.

Nous devons aussi utiliser ce formidable outil pour préparer l'après pétrole, par exemple pour éviter les déplacements inutiles.

Le droit des travailleurs à être bien formés, des entreprises compétitives

Les parcours professionnels sont de plus en plus instables. Sept millions d'actifs sont aujourd'hui en situation de précarité. Un tiers des nouvelles embauches sont en CDD, un tiers sont à temps partiel et un jeune de 15 à 29 ans sur trois occupe un emploi temporaire.

Pour que les mobilités ne soient pas subies, le service public de l'emploi doit changer. Aujourd'hui, il ne suit les salariés que lorsqu'il est déjà trop tard et qu'ils sont au chômage. Nous devons redonner à chaque travailleur les moyens de prendre en main son parcours professionnel, avec l'aide d'un service public qui l'accompagne tout au long de sa vie et identifie les débouchés économiques.

Nous proposons de :

- Créer un capital formation personnel, qui accompagne les salariés tout au long de la vie.

Chaque travailleur aura sur ce compte d'autant plus de droits que ses études auront été brèves. Chacun pourra utiliser ce compte comme il l'entend en fonction de ses projets et des besoins de l'entreprise.

Contrairement à la situation actuelle, ce droit doit être effectif et donc exercé librement par le salarié, qui disposera d'un passeport formation. L'entreprise y a intérêt car elle sait que désormais elle peut avoir des salariés mieux armés pour affronter les mutations technologiques.

Les liens entre formation professionnelle et retour à l'emploi devront être renforcés. Cela passe par la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale, prenant la forme d'une Caisse nationale de sécurisation des parcours professionnels. Elle inclura le nouvel ensemble ANPE/UNEDIC mais également l'ensemble des structures versant des prestations dans le cadre de la formation professionnelle. Sa gestion sera régionalisée.

- Accompagner les transitions

Le service public de l'emploi doit permettre à tous de rebondir. La perte d'emploi, le changement de métier ou de secteurs d'activité

sont la contrepartie d'une économie ouverte et innovante. Le service public de l'emploi doit donc accompagner de manière plus étroite et individualisée les demandeurs d'emploi comme les personnes qui envisagent de changer de métier. La France est donc aujourd'hui en retard : il y a un agent de l'ANPE pour 96 demandeurs d'emploi, contre un conseiller pour 27 en Suède.

- Faire payer davantage la formation par les entreprises qui licencient.

Offrir un accompagnement de qualité vers et dans l'emploi exige un investissement important. La France dépense dans ce domaine moins qu'un certain nombre de ses partenaires européens (0,24 % du PIB contre 0,31 % au Danemark et 0,35 % en Allemagne).

Un effort complémentaire est nécessaire. Il pourrait être financé par l'instauration d'un bonus/malus qui permettrait de responsabiliser davantage les entreprises en leur faisant supporter une partie des coûts sociaux engendrés par leurs décisions.

Garantir les transitions, c'est aussi assurer un revenu de transition. Or, seule la moitié des demandeurs d'emploi est aujourd'hui indemnisée par le régime d'assurance-chômage. Cette situation est inacceptable et doit être corrigée en concertation avec les partenaires sociaux, par la création de la sécurité sociale professionnelle. En effet, un salarié en formation doit être considéré comme un salarié et pas comme un chômeur.

- Réformer et clarifier le système de retraite.

Les personnes changeant de statut (public/privé, salarié/non-salarié, France/étranger) craignent souvent de perdre leurs droits à la retraite. C'est la conséquence de l'empilement des régimes et des formules opaques. Ce système flou est l'ennemi du mouvement et de l'initiative. La réforme que nous proposons, fondée sur les comptes individuels de cotisations, favorisera la mobilité et s'adaptera aux trajectoires professionnelles des individus.

Lutter très tôt contre la violence

Même si on en parle moins aux 20 heures, en attendant les prochaines campagnes, la droite a échoué dans la lutte contre l'insécurité, la délinquance ou toutes les violences.

Non, la crise que nous vivons n'est pas seulement « sociale », au sens le plus classique du terme. Elle résulte d'une multiplicité de « désordres » nombreux, profonds et graves.

La gauche doit enfin, une bonne fois pour toutes, assumer, revendiquer, porter le combat contre la violence et pour la sécurité. C'est un combat contre la brutalité des rapports humains, contre la loi de la jungle et le droit du plus fort. Il n'est pas dissociable de notre projet éducatif et social. Ce sont les jeunes, les habitants des quartiers populaires et les femmes, qui sont les plus exposés aux violences quotidiennes. Celles-ci, loin d'être en recul, s'endurcissent et se concentrent sur les territoires abandonnés de la République.

Coutumier d'une escalade verbale inversement proportionnelle à l'efficacité de sa politique, l'ex-ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, avait promis le retour à l'ordre pendant la campagne électorale alors qu'il était le premier responsable des émeutes de novembre 2005.

Sa seule politique est celle d'une impuissante inflation législative qui heurte nos principes démocratiques. L'inflation carcérale est sans précédent : les prisons sont inhumaines et fabriquent la récidive. En guise de retour de la police de proximité, le gouvernement a déployé en tout et pour tout trente policiers dans quatre quartiers de Seine-Saint-Denis quand la France compte 750 zones urbaines sensibles en France.

Pour répondre à la demande d'un ordre juste, nous proposons de :

- Créer des partenariats entre tous les adultes, parents, professeurs, responsables d'association, policiers ; mettre les parents devant leurs responsabilités (école des parents).
- Systematiser une action de prévention précoce grâce à un encadrement éducatif renforcé pour éviter que les enfants s'enfoncent dans l'échec scolaire et basculent dans la délinquance.
- Développer une police de quartier redéployée au service des habitants et de la lutte contre l'économie souterraine. Il faut sortir d'une politique du chiffre qui envenime les relations entre la police et la population.
- Assumer une politique de sanctions précoces, effectives et rapides, fondée sur les alternatives à la prison pour éviter la récidive.

5 - REPENSER SANS TABOU

LA SECURITE SOCIALE POUR LA SAUVER

Faire de chacun l'acteur de sa santé

Considéré comme le plus performant du monde, le système de santé français est miné par l'étendue de ses déficits et par les inégalités qui se sont développées. L'hôpital public est lourdement pénalisé par l'absence de créations d'emplois lors du passage aux 35 heures, ainsi que par les concurrences déloyales du secteur privé auxquelles il doit faire face. Les conditions de travail des personnels hospitaliers publics se sont gravement détériorées.

Aujourd'hui, les catégories populaires ont une espérance de vie de dix ans inférieure à celle des catégories supérieures, en raison notamment des conditions de travail auxquelles elles sont exposées. Les inégalités territoriales prolongent et confortent ces inégalités sociales. La médecine scolaire et la médecine du travail sont sinistrées.

Avec les franchises médicales et bientôt d'autres déremboursements sur les affections de longue durée, la droite mène une politique injuste et profondément inefficace. Sa politique sanitaire conduit aujourd'hui d'une part à la création de déserts sanitaires et de l'autre à des dépassements inconsidérés d'honoraires.

Il faut sauver la sécu en changeant de système. Nous devons limiter les coûts en soignant mieux, en développant de nouvelles règles pour lutter contre les abus et en améliorant la prévention.

La responsabilité doit être au cœur du pacte que les socialistes noueront avec les Français et les professions médicales. Le système de santé est un bien commun : il appartient donc à chacun de le préserver et à l'État de contrôler la bonne utilisation de l'argent. La santé n'a pas de prix, mais elle a un coût : ayons le courage de trouver les moyens nécessaires à son efficience.

Nous proposons de :

- Organiser le sauvetage de l'hôpital public.

L'hôpital public meurt d'asphyxie : nous devons lui redonner les moyens de bien fonctionner. Il a besoin d'infirmières, d'aides soignantes, de médecins et de nouveaux investissements. Il doit pouvoir s'appuyer sur un mode de tarification qui tienne compte des missions d'intérêt général.

- Soigner mieux pour coûter moins.

Améliorer la qualité des soins, c'est se donner les moyens d'une plus grande maîtrise des dépenses, à l'hôpital comme dans la médecine de ville.

La qualité passe en effet par l'optimisation des pratiques médicales. Aujourd'hui, le « coût » d'une opération de chirurgie peut varier du simple au double en fonction des techniques utilisées.

Il faut des règles claires avec les professionnels, fondées sur le respect des protocoles de soins les plus efficaces. Cela doit s'accompagner d'une évaluation mieux assurée par les caisses primaires d'assurance maladie et d'une formation tout au long de la vie.

- Mettre la prévention au cœur de notre politique en faisant de chacun le meilleur garant de sa santé.

Nous pensons que l'entretien et la vigilance sont les déterminants majeurs de la bonne santé. Il faut donner à chacun les moyens de prendre soin de son capital santé, ce qui doit s'apprendre dès l'école.

Par ailleurs, l'efficacité d'un traitement et son coût dépendent de la rapidité avec laquelle la maladie est diagnostiquée : plus le diagnostic est tardif, plus le traitement est lourd et onéreux. C'est vrai pour le cancer, c'est vrai aussi pour la maladie d'Alzheimer.

Les actions de prévention et de dépistages précoces sont donc essentielles. Les services médicaux les plus utiles (médecine du travail, médecine scolaire) doivent être mis au centre du système de santé alors qu'ils sont aujourd'hui marginalisés. Leur financement doit être assuré et leur légitimité affirmée.

Compte tenu du développement des maladies chroniques, le mode de rémunération à l'acte des médecins généralistes n'est plus adapté. Il est inflationniste. La médecine générale doit être rémunérée en fonction d'une prise en charge globale, tenant compte des actions de prévention.

Bâtir un système de retraite transparent, universel et personnalisé

Les retraites, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas : elles doivent donc être garanties. Alors que la droite avait promis une augmentation de 25 % du minimum vieillesse et des petites pensions, un million de personnes âgées connaissent la pauvreté, à l'instar de la situation vécue dans les années 1960.

Si on tient compte de la réalité des prix, les six millions de petits retraités connaîtront cette année une baisse d'environ 10 % de leur pouvoir d'achat. Voilà la réalité et les

millions d'électeurs de plus de 65 ans ont été trompés, bafoués, alors qu'ils ont voté majoritairement pour le candidat de la droite.

Il est aujourd'hui indécent de demander encore et toujours de travailler plus longtemps, alors que l'on entre de plus en plus tard sur le marché du travail et que le chômage des seniors est l'un des plus élevés d'Europe.

Mais l'enjeu, c'est peut-être d'abord que les Français se réapproprient le système de retraite par répartition, car ce système, c'est le leur. Beaucoup en ont assez de ne plus rien y comprendre car s'entremêlent des régimes de pensions multiples, des décotes et surcotes calculées au vu des fins de carrière, des rachats d'années d'études dans des conditions obscures, des avantages familiaux différents d'un régime à l'autre.

Nous proposons que la gauche fasse sienne le projet d'une évolution profonde de l'ensemble de nos régimes de retraite vers un système unifié inspiré de la réforme suédoise, dans lequel chaque cotisant dispose d'un compte personnel sur lequel il accumule ses cotisations tout au long de sa vie active, de façon à déterminer le montant de sa pension au moment où il choisit de partir en retraite.

À l'arrivée, les caractéristiques du système sont les suivantes :

- Le système reste par répartition et les cotisations des salariés financent les pensions courantes. Dans le même temps, le compte individuel de chaque travailleur mesure en euros les droits à pension à chaque instant. Un lien clair et direct est établi entre contributions des travailleurs et droits à pension.
- Au terme de sa vie active, chaque travailleur a accumulé un patrimoine retraite, revalorisé tout au long de la vie, qui lui donne droit au versement d'une pension mensuelle calculée en fonction de l'espérance de vie moyenne de sa classe d'âge. Le critère de la pénibilité des tâches doit être pris en compte dans ce calcul.
- Les salariés moyens et modestes sont avantagés dans un tel système, puisque les carrières longues permettent d'accumuler un patrimoine plus important. La prise en compte de toutes les années de cotisations permet aussi d'éviter que les travailleurs à carrière longue subventionnent de fait ceux qui ont eu une carrière plus courte mais de fortes revalorisations salariales en fin de carrière.
- Avec ce système, fondé sur un principe simple d'équité et de transparence (« à cotisations égales, retraites égales »), la retraite devient enfin le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine. Quand les personnes changent de statut, ils ne perdent rien.

6 - RECONNAITRE LA FRANCE METISSEE COMME UNE CHANCE

La jeunesse n'est pas un problème mais une partie de la solution

La France métissée, des Outre-mers à l'hexagone, comme aujourd'hui l'Amérique métissée de Barack Obama, a d'abord besoin de se reconnaître comme une richesse. Le métissage doit ouvrir les portes et ne pas les fermer.

Pour en tirer parti et fierté, la France doit achever de reconnaître comme ses enfants légitimes ceux dont les familles sont venues d'ailleurs et qui, quoique toujours exposés aux discriminations, sont aujourd'hui des Français à part entière... Oui, la France doit non seulement les reconnaître comme ses enfants légitimes, mais s'appuyer sur eux comme sur un atout précieux. La France doit écouter ce qu'ils lui disent, notamment les moins nantis. Elle doit même faire l'effort de comprendre ce qu'ils ne lui disent pas.

Cette réalité n'est pas regardée en face et n'est pas reconnue. Son invisibilité économique, sociale et politique est le premier obstacle à lever, pour avancer. Car il y a bien des mécanismes de stigmatisation et de relégation dans la société française, de discrimination négative et donc, de talents gaspillés. Le vote massif des jeunes des quartiers à l'élection présidentielle, nous donne, à nous socialistes, une responsabilité considérable.

Nous n'avons pas le droit de les laisser tomber.

C'est cela aussi la tâche de la gauche : aider la France à se reconnaître dans cette belle diversité humaine, une formidable chance pour nous tous. L'honneur de la République, la fidélité de la France à ses idéaux, c'est aussi la lucidité d'une histoire partagée, dans une France respectueuse de toutes les mémoires, et accueillante à tous les siens, nés ici ou ailleurs.

Pour que la France et la République ne soient pas seulement des idées abstraites, nous proposons de :

- Créer une cérémonie républicaine pour tous les jeunes, quelle que soit leur origine pour le passage à la majorité à 18 ans, l'âge du droit de vote.
- Mettre en place un service national civique obligatoire pour tous les jeunes entre 18 et 25 ans, au service des initiatives collectives dont le pays a besoin.

« Je n'ai pas peur de l'avenir. J'ai peur de ne plus en avoir »

« J'ai peur de ne plus avoir d'avenir » : la phrase claque et laisse ceux qui l'entendent comme en suspens. Car tout est dit dans cet appel lancé par un jeune d'une vingtaine d'année. Nicolas Sarkozy avait promis la rupture avec la politique de la ville et annoncé un « Plan Marshall » pour les banlieues. Aujourd'hui, ces dernières attendent toujours un énième plan qui ne vient pas, pendant, qu'en réalité, les budgets baissent : les élus comme les associations et l'ensemble des acteurs de terrain le constatent chaque jour. La réalité de la politique sarkozyste pour les banlieues, c'est l'abandon.

Il faut donner aux associations et aux communes les moyens d'une action efficace pour la solidarité et pour l'emploi. **Les maires, notamment socialistes, sont en première ligne du combat républicain.** Ce sont eux qui calment les colères et répondent aux problèmes, alors que l'État les abandonne aux attentes des habitants. Ils recourent, avec tellement peu de moyens, les services publics déchirés par une droite qui a besoin de la violence pour nous refaire à chaque fois le coup sécuritaire, sans se soucier des dégâts sur des populations qui veulent simplement vivre comme tout le monde, en paix, avec un emploi, un logement, une école qui marche.

Par leur exemple, ils montrent que, là aussi, une autre politique est possible. Des pouvoirs publics qui attaquent les inégalités à la racine, qui ne font pas de l'assistantat mais de l'accompagnement, cela prend tout son sens dans nos quartiers populaires. Nous devons être à l'écoute de ces maires, des enseignants de ZEP, des responsables d'associations comme AC le feu, à l'écoute de tous les nouveaux hussards de la République.

La plupart des mesures que nous proposons ont des conséquences très concrètes pour les quartiers populaires : le capital jeune, les bourses tremplin, les emplois-parents, la sécurité sociale professionnelle. Mais aussi le nouveau conventionnement locatif, des services publics qui fonctionnent, le soutien scolaire gratuit, la nouvelle police de quartier, le recadrage des jeunes qui dérapent, la justice accessible et impartiale, la bataille sans merci contre les discriminations.

Oui, il est plus que temps de libérer enfin l'énergie formidable des banlieues, cette énergie qui « n'est pas un problème, mais une partie de la solution ».

Un nouveau regard sur l'immigration

Notre économie doit beaucoup à ceux qui sont venus d'ailleurs travailler dur chez nous, dans le bâtiment, l'industrie automobile, la sidérurgie, l'agriculture, les services et bien d'autres secteurs. Avec nous, ils contribuent aujourd'hui à produire notre richesse nationale. Ils participent également au développement de leur pays d'origine, pour des montants supérieurs à notre aide publique au développement.

Nous n'acceptons pas les mots qui mentent et qui blessent. Le vocabulaire de la droite a une fonction : justifier la fébrilité législative d'un gouvernement qui fait voter loi sur loi au sujet de l'immigration et accentue le désordre là où des règles simples et une approche pragmatique seraient à la fois plus humaines et plus efficaces.

Quant à l'immigration « choisie », que cache-t-elle en réalité ? Si, comme le prétend la droite, il s'agit de favoriser une immigration de travail utile à la France, il n'est pas nécessaire de légiférer. Il suffit de donner des instructions précises aux services chargés de délivrer les titres de travail et de leur fournir les moyens, humains et matériels, d'accomplir leur tâche.

Au fond, le gouvernement actuel a une conception très archaïque des besoins de l'économie, qui repose sur l'illusion technocratique d'une planification rigide. Les pays qui ont fait ce choix s'en mordent les doigts car, dans le monde d'aujourd'hui, il faut être plus réactif. Regardez les conséquences des politiques de quotas en Espagne et en Italie : dix fois plus de candidats que de postes à pourvoir et des flux abondants d'immigration irrégulière qui ont obligé à des régularisations massives, ce qui est toujours le signe de l'échec d'une politique d'immigration. Les pays qui réussissent le mieux sont ceux qui ont su simplifier et accélérer leurs procédures. Au Royaume-Uni, le ministère de l'Intérieur répond en quinze jours aux dossiers de recrutement des entreprises.

Pour réduire l'immigration illégale, il faut d'abord un bon système d'immigration légale. Nous proposons de :

- Créer un système sécurisé d'aller et retour avec visa permanent, qui permet de travailler temporairement en France, notamment dans les emplois saisonniers, et de retourner dans son pays sans être interdit de séjour sur notre sol. Cela évite de créer de la clandestinité chez les étrangers qui ont peur de ne plus pouvoir revenir.
- Simplifier les procédures de recrutement pour répondre en temps réels aux besoins des entreprises : en impliquant, aux côtés des Préfets, les Régions, car elles connaissent les bassins d'emplois.
- Subordonner les avantages dans les secteurs qui emploient beaucoup de salariés en situation irrégulière (hôtellerie-restauration, BTP, services à la personne) à un engagement de moralisation des pratiques et de lutte contre le dumping salarial.
- Etre un pays attractif pour les jeunes étudiants étrangers, qui préfèrent souvent partir dans d'autres pays, où ils sont mieux reçus.
- Régler au cas par cas la situation des travailleurs étrangers sans-papiers avec des critères clairs, tels que l'existence d'un contrat de travail et le paiement d'impôts.

La laïcité, garante de la République

La République ne se résume pas à des institutions et des procédures. C'est un esprit public, aujourd'hui en crise. En France, l'esprit public, c'est la laïcité. La laïcité, ce n'est ni seulement la tolérance, ni seulement la neutralité. C'est un corps de valeurs et une morale publique, une conception de la nation et de la citoyenneté, une exigence de justice et d'émancipation.

La France doit être fière de sa laïcité républicaine. Il n'est nul besoin d'évoquer une quelconque laïcité « positive », car la laïcité se suffit à elle-même. Restons fidèles à la loi fondatrice de 1905, qui protège les libertés de conscience, de pensée et de culte, en mettant, comme le disait Victor Hugo, l'État chez lui et la religion chez elle, sans ingérence ni de l'un ni de l'autre.

Ce principe constitutionnel fort doit, de nos jours, être plus que jamais défendu. Contre les intégrismes de toutes obédiences qui tentent de le remettre en cause. Mais aussi contre les manquements répétés du chef de l'État à son devoir de neutralité, de gardien de la laïcité et d'égalité de traitement de tous les citoyens, libres de croire ou de ne pas croire. Contre une lecture révisionniste de notre histoire qui, sous prétexte de promouvoir une laïcité « ouverte », fait passer la loi de 1905 pour dogmatique et sectaire, il faut affirmer l'actualité d'un texte juste et équilibré.

Nous proposons notamment de :

- Défendre l'universalité des services publics et le droit de tous à y accéder, quel que soit son sexe ou sa confession.
- Exiger la mise en place de l'Observatoire de la Laïcité créé en mars 2007 et dont les membres n'ont jamais été nommés.
- Être vigilant et exigeant sur l'application de la Charte de la laïcité, pour qu'elle protège effectivement les usagers et les agents du service public.

7 - OSER ENFIN LA DEMOCRATIE « JUSQU'AU BOUT »

La VI^e République est une réponse d'ensemble, pour mieux maîtriser nos choix collectifs : contre les rapports de force économiques et sociaux actuels, contre le centralisme et l'autisme d'État qui ignorent le vécu des citoyens, contre la non-transparence dans les choix environnementaux, contre l'exercice solitaire et omnipotent du pouvoir qui dénature la République.

La question de la démocratie est centrale. C'est elle qui permettra de redonner du pouvoir à tous ceux qui aujourd'hui ont le sentiment d'être dépossédés de tout. Pour qu'une autre politique soit possible, la démocratie est le levier capable d'imposer un rapport de force contre le fatalisme et le conformisme.

C'est vrai pour la France où la V^e République permet l'exercice solitaire et omnipotent d'un président élu, en négligeant le parlement, le dialogue social, les pouvoirs locaux et en tenant les citoyens à l'écart entre deux élections.

C'est vrai au niveau européen, où l'Europe sans les peuples est désormais rejetée. C'est vrai enfin pour la mondialisation, qui a besoin de politique et de démocratie pour contrebalancer la puissance des intérêts privés.

Faire confiance aux élus locaux

La décentralisation a introduit plus de démocratie et d'efficacité dans l'action publique. La droite n'a, pour des raisons partisans, ni simplifié ni clarifié ce qui devait l'être. L'œuvre de modernisation vigoureusement initiée par Pierre Mauroy et Gaston Defferre doit être menée à son terme avec des principes fermes : clarté des compétences, suppression des doublons administratifs, équité fiscale entre les collectivités, participation des citoyens et fonds de péréquation.

La France est riche de la diversité de ses territoires. Nous récusons l'abandon par l'Etat de nombre d'entre eux, conduisant ainsi à des inégalités intolérables. Les suppressions à la hache décidées par la droite (hôpitaux, tribunaux, écoles, poste), tout particulièrement dans les territoires ruraux, périurbains et dans les banlieues, où ils sont déjà trop peu présents sont inacceptables.

Nous proposons de :

- Étendre les compétences régionales avec les moyens financiers correspondants (aides économiques, entretien des bâtiments universitaires).

- Renforcer fortement la péréquation, et donc la solidarité entre collectivités et entre territoires, garantie par l'État, notamment entre les départements riches et pauvres.
- Donner aux étrangers non communautaires présents en France depuis cinq ans le droit de vote aux élections locales.

Moderniser le Parlement

Le chef de l'État doit être engagé, mais partager le pouvoir et rendre des comptes. Le Parlement moderne, comme partout dans les grandes démocraties, est le lieu premier de la délibération, du contrôle de l'exécutif et de l'évaluation de l'action publique.

Nous proposons notamment :

- Le mandat unique des parlementaires, avec un vrai statut des autres élus.
- Le rattachement de la Cour des comptes au Parlement, pour y mettre sa capacité d'évaluation des politiques publiques.
- La constitution par les commissions parlementaires de forums citoyens pour évaluer l'impact des politiques publiques.
- La démocratisation du mode de scrutin du Sénat et la modernisation de son fonctionnement (avec, pourquoi pas, l'idée ancienne d'une intégration du Conseil économique et social).
- La création d'un référendum d'initiative populaire.

Encourager la démocratie participative

Il faut associer plus directement les citoyens à la construction de l'intérêt général, à l'élaboration des décisions qui les concernent et à l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques.

Les méthodes existent (forums et budgets participatifs, ateliers citoyens tirés au sort) et sont d'usage courant chez nos voisins européens. En France, les collectivités qui se sont lancées dans une démocratie authentiquement participative le savent bien : c'est une chance pour les élus et pour les citoyens. Nous voulons approfondir ce mouvement pour en faire le complément indispensable d'une démocratie représentative fortifiée et l'aiguillon d'une action publique plus réactive.

Garantir la liberté de la presse

Les médias doivent pouvoir jouer leur rôle d'information en toute liberté. Leur financement doit être indépendant de tout autre puissance (des pouvoirs publics, mais surtout aujourd'hui des puissances d'argent). La suppression de la publicité sur les chaînes publiques est un coup bas contre le service public destiné à le paupériser. En l'asphyxiant, il le place encore plus sous la coupe du pouvoir, en attendant de le livrer plus tard à ses amis.

Nous proposons de :

- Interdire à tout groupe privé vivant de la commande publique de détenir plus de 25 % dans les grands médias.
- Intégrer le temps de parole du président de la République dans celui de la majorité parlementaire ; partager également le temps de parole de l'opposition avec celui de la majorité.

Porter haut l'exigence de justice et des Droits de l'Homme

Au XXI^e siècle, la connaissance du droit ne doit pas être une science. Le droit est l'outil de la vie de tous les jours. Encore faut-il donner à chacun les moyens d'exercer pleinement ces droits et de jouir réellement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, principes fondateurs de la République.

Or, depuis le retour de la droite au pouvoir, la législation et la réglementation évoluent dans un sens où la coercition prévaut sur l'émancipation. Que dire, lorsque le droit régresse avec la prolongation des gardes à vue, le recours systématique et abusif à la détention provisoire, une justice trop souvent expéditive, l'instauration des peines planchers, le durcissement du régime des sursis et l'interdiction faite aux victimes de saisir directement un juge d'instruction. Le manque de moyens entraîne aussi une justice civile trop lente.

Soyons nets, ce n'est pas le principe de la sanction que nous mettons en cause, c'est la destruction du principe de l'individualisation des peines que nous dénonçons.

Nous proposons notamment de :

- Prohiber toute intervention du garde des Sceaux dans les dossiers. Les procureurs ne devront plus recevoir d'instruction du ministre de la Justice dans l'exercice de l'action publique. Le gouvernement conduira la politique pénale sur la base des lois votées par le Parlement. Le Conseil supérieur de la magistrature aura compétence pour interpeller le ministre de la justice sur toute atteinte à l'indépendance des magistrats, du siège ou du parquet.

- Faire du contrôle judiciaire la règle et de la prison l'exception, hors les cas de violences aux personnes ou d'infractions graves pour l'ordre public.
- Améliorer la condition pénitentiaire qui est une honte pour le France.

La démocratie au secours de l'Europe

L'Europe est notre avenir. Nous sommes passionnément européens, mais vu ce qui se passe, nous avons du mérite !

D'un référendum à l'autre, le rejet qui s'est exprimé à chaque fois, sauf en Espagne, marque l'échec d'une méthode. La génération fondatrice de l'Europe a su, dans un autre contexte, faire partager sa vision. Celle qui a pris le relais n'a pas mesuré à temps le divorce entre les citoyens et certaines élites, ni donner ce souffle indispensable qui empêche le repli national.

L'Europe traverse une épreuve de vérité. Il faut en faire une chance. Cessons de nous focaliser sur les débats institutionnels qui, si importants soient-ils, ne parlent à l'évidence ni à la tête ni au cœur. Cessons d'en appeler à l'Europe des citoyens sans lui donner de contenu concret et en nous défiant de plus en plus du suffrage populaire.

L'Europe a besoin de s'incarner. Cela veut dire, par exemple, des référendums simultanés qui permettraient de vivre une expérience partagée et une campagne commune dont les leaders iraient, d'un pays à l'autre, parler ensemble à la télévision et exprimer au nom de leur parti (PSE, PPE, etc.) une unité de vue déclinée dans toutes les langues nationales.

Cela veut dire, lors des élections européennes, non pas une campagne chacun chez soi mais une mobilisation conjointe et – pourquoi pas ? – des listes communes donnant à voir, dans chaque pays, les mots, les styles, les tons, les visages qui font la diversité vivante de l'aventure européenne. Ce n'est pas anecdotique car la politique doit, pour faire chair et sens, toucher aussi les sensibilités.

Regagner la confiance perdue, c'est reconnaître aux citoyens le droit d'infléchir, pas seulement par la négative, le projet européen et donner à l'Europe un pouvoir de protection concrète qui se manifeste dans la vie de chacun sans s'apparenter à des réglementations excessivement tatillonnes.

Nous proposons notamment de :

- Créer un débat sur l'avenir de l'Europe par la voie d'une consultation européenne, s'adressant directement aux peuples des 27 États-membres.
- Repenser profondément notre conception de l'Europe sociale. L'Europe sociale, c'est d'abord une Europe qui n'empêche pas

les États de décider du niveau de solidarité qu'ils souhaitent. Une directive est donc plus que jamais nécessaire pour éviter que les règles de concurrence ne s'appliquent aux services publics.

- Faire de l'harmonisation fiscale le prochain grand chantier de l'Union. Cela permettra d'éviter le dumping et la compétition liée à une fiscalité du travail et du capital trop divergente dans les États-membres.
- Relancer l'Europe des grands projets, pour surmonter les défis du futur et affronter les crises du présent. L'Europe doit prouver à tous qu'elle peut changer positivement la vie de ses citoyens. Nous devons créer les infrastructures transeuropéennes dont nous avons tant besoin, en matière de numérique, d'énergie ou de recherche, en profitant du niveau élevé de l'euro pour constituer un fonds d'investissement européen.
- Créer un nouveau pacte européen initié par un premier groupe de pays volontaires. Ce pacte doit promouvoir : 1) une politique industrielle offensive soutenue par une politique monétaire favorable ; 2) un plan d'investissement et de croissance européen fondé sur l'emprunt ; 3) une politique énergétique capable d'assurer la sécurité, l'indépendance et la diversité énergétique de l'Union ; 4) un vrai pas en direction d'un gouvernement économique européen.

Cette étape se ferait avec tous ceux qui le souhaitent. C'est cela la nouvelle frontière de l'Union européenne : une coopération renforcée fondée non sur quelques actions ponctuelles ou une coalition aléatoire, mais sur un authentique projet politique.

Pour un ordre mondial juste : des institutions internationales a la hauteur de leurs missions

La chute du mur de Berlin et la faillite manifeste de « l'autre système » n'ont pas annoncé la fin de l'histoire, mais le commencement d'une autre. Les risques ne sont plus les mêmes mais ils ne sont pas moins menaçants, peut-être même plus que du temps où deux camps se faisaient face.

Aucune nouvelle architecture de sécurité ne s'est encore mise en place pour l'ère de la mondialisation. De nouvelles puissances revendiquent à juste titre une part accrue aux décisions. Plus jamais le monopole de l'Occident ne sera ce qu'il a été et, chez les peuples des puissances du Nord, le deuil de cette illusion hégémonique ne va pas sans inquiétude sur leur place dans le monde de demain.

La sécurité de la France et de l'Europe est une exigence primordiale. Depuis 2007, notre pays est en train de perdre la maîtrise de sa politique étrangère et de sa défense.

L'intégration dans l'organisation militaire de l'OTAN est l'abdication de l'indépendance que notre pays avait su préserver tout en assumant ses alliances. A rebours de cette nouvelle servilité, notre politique étrangère de sécurité et de développement doit tisser de nouveaux liens et de nouveaux partenariats avec les pays d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, dans l'intérêt bien compris de chacun.

La morale politique mais plus encore le réalisme et l'efficacité disqualifient la politique à courte vue du gouvernement français. Il se lie les mains à des despotes en sursis qui alimentent par leurs dénis de justice et leur prédation les courants extrémistes, en particulier ceux de l'islam politique, ceux-là même qu'ils prétendent combattre au nom de la lutte contre le terrorisme. Le mauvais style présidentiel, mélange d'arrogance et de désinvolture, a dégradé dramatiquement l'image de la France dans le monde.

Il faut à la France plus de clairvoyance et la conviction qu'il n'y aura, pour elle, pas de sécurité durable sans instauration d'un **ordre mondial juste** et sans identification de notre pays à l'engagement dans ce combat.

Nous proposons notamment de :

- Introduire à l'Organisation mondiale du commerce une hiérarchie des normes qui équilibre les règles commerciales par le respect des normes sociales et environnementales.
- Accroître au Sud comme au Nord l'autosuffisance alimentaire pour garantir l'avenir de la paysannerie et diminuer les coûts de transports.
- Réformer profondément le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour en faire des instruments au service du développement humain. Étudier notamment la faisabilité d'un mécanisme de stabilisation des prix agricole géré par la Banque mondiale pour les pays les moins avancés (PAC mondiale), avec un prix de vente garanti.
- Réformer la composition du Conseil de sécurité des Nations unies et la rendre plus juste.
- Créer à l'échelle de l'Union européenne de nouveaux financements innovants du développement.

8- CONCLUSION

LE SOCIALISME, UNE IDEE NEUVE POUR LE XXI^E SIECLE

Nous résigner ? Comment le pourrions-nous face au monde tel qu'il va. Chaque jour il semble plus violent, plus inégalitaire, plus risqué, plus contradictoire.

La production de richesses est là et pourtant les destins sociaux n'ont jamais semblé aussi scellés et rigides.

Les individualités n'ont de cesse de vouloir s'exprimer et pourtant le besoin de règles collectives n'a jamais été aussi intense.

Les énergies doivent être libérées, mais pas au prix d'un démantèlement des protections et des sécurités sociales.

Notre maîtrise technologique n'a jamais été aussi forte et pourtant nous n'avons jamais été aussi fragiles face aux désordres climatiques et environnementaux que nous provoquons.

Alors oui, le socialisme est plus que jamais une idée neuve pour le XXI^e siècle.

Ce monde qui advient, nous devons l'affronter avec un parti serein, fier de lui-même, fier de ce qu'il est et de qu'il peut.

Nous avons à construire un parti fort, présent dans la société, acteur des débats et des luttes. Notre congrès est une chance. À nous de la saisir tous ensemble.